

Une paix inconditionnelle: la ville sise au sommet et les barbares

Barbu, Daniel

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Barbu, D. (2007). Une paix inconditionnelle: la ville sise au sommet et les barbares. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 7(4), 819-824. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56134-8>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

Une paix inconditionnelle: la ville sise au sommet et les barbares

DANIEL BARBU

Les deux guerres mondiales du XX^e siècle ont donné naissance, en 1919-1920 et en 1945-1948, à des systèmes compréhensifs d'organisation de la paix, fondés sur des principes généraux dont le but était de légitimer juridiquement, dans un cadre international de sécurité collective, le démembrement de certaines unités politiques et l'émergence d'autres États, un nouveau découpage des frontières internationales, ainsi que des changements dramatiques de régime politique. Dans les deux cas, les institutions internationales de l'après-guerre, la Société des Nations et l'Organisation des Nations Unies ont été, en dernière instance, le résultat de la volonté des gouvernements victorieux et ont eu comme mission d'assurer la domination de ceux-ci sur les autres États sous l'apparence d'un *pactum societatis* voulu librement par tous et conclu dans l'intérêt de toutes les parties.

Bien qu'atypique, le dernier conflit global du XX^e siècle, la guerre froide, a mené, à l'instar des conflits précédentes, à la recomposition de la carte du continent politique européen, à la disparition de certains États et à l'apparition de nouvelles nations, ainsi qu'à des commutations spectaculaires de régime politique. La refonte structurelle du système international en 1990-1992 n'a pas été pourtant traduite dans le langage du droit et n'a pas été dirigée par une coalition triomphante. Depuis quinze ans, les rapports entre États sont régis par de normes conçues pour sanctionner les transformations survenues dans la décennie 1938-1948. Au début de la guerre froide, la victoire fut partagée par les nations atlantiques et les pays communistes, et les conditions de la paix ont été administrées en commun par l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Bien qu'elle ait produit des effets comparables en raison (changements de régime, dispositions différentes des frontières, décompositions d'empires à vocation expansionniste), la guerre froide, à l'encontre des deux autres conflits globaux du siècle passé, ne s'est pas terminée par l'établissement d'un nouveau système de paix, fut-il négocié ou imposé, à travers lequel les vainqueurs puissent imposer leur volonté.

La seconde guerre mondiale s'est terminée avec une capitulation inconditionnelle, *unconditional surrender* selon la formule de Roosevelt, du totalitarisme national-socialiste et du fascisme, capitulation qui a ouvert la voie à une colonisation démocratique des sociétés que les deux régimes et leurs satellites avaient gouvernées sinon même modelées. En revanche, le communisme n'a pas été confronté à aucune demande de capitulation inconditionnelle et il n'a pas capitulé de façon formelle devant ses propres citoyens afin de passer définitivement dans l'histoire. Pour être analytiques dans ce constat, il faudrait utiliser non pas le passé, mais le *continuous present* anglais, puisque à ce jour aucun ultimatum n'est donné à la Corée du Nord, la question du Cuba est plutôt contournée qu'affrontée, tandis que la Chine et le Vietnam sont perçues parfois comme des alliés en puissance, sinon com-

me des adversaires honorables. La fin de la guerre froide a donc pris la forme d'une paix inconditionnelle, c'est-à-dire d'une paix dont les conditions restent non réglementées et par rapport auxquelles les sociétés et les gouvernements concernés ne sont pas appelés à assumer des engagements et à définir des responsabilités.

Pourtant, comme toute autre guerre, la guerre froide a eu des vainqueurs et des vaincus. Certes, on peut affirmer que les peuples de l'ex Union Soviétique et de l'Europe Centrale et Orientale ont eu peut-être le goût de la victoire quand le régime du socialisme d'État s'est effondré. Cependant, n'en reste-t-il pas moins vrai que les États socialistes – l'Union Soviétique, la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne, la Hongrie et les autres – ont subi une irrévocable défaite. Les Russes, les Hongrois, les Polonais ou les Roumains ont acquis le bénéfice des droits et libertés politiques que parfois ils n'avaient jamais connus dans leur histoire, mais la Russie, la Hongrie ou la Roumanie sont, en tant que sujets du droit international public, des États qui survivent à une guerre idéologique, faite de confrontations ponctuelles et indirectes, qu'ils ont bel et bien perdu.

Tout comme après 1945, quand ceux des vainqueurs groupés dans le camp atlantique ont décidé d'inclure dans leurs rangs les grands vaincus, l'Allemagne et l'Italie, les puissances victorieuses à l'issue de la guerre froide ont concédé à certains perdants la possibilité de participer à l'avancement global de la démocratie et ont intégré de pays comme la Hongrie, la Pologne, la Roumanie ou la République Tchèque dans l'alliance atlantique de nouveau gagnante. D'autres États ont continué à porter les stigmates politiques de la défaite et de subir les conséquences de leur emplacement du mauvais côté de l'après-guerre: dysfonctions économiques, dépréciation des institutions publiques, effritement du tissu social.

Comment expliquer cette volonté, peu naturelle, des vainqueurs de 1945 et de 1990, incarnés en premier lieu par les États-Unis, à partager les fruits de leur victoire avec les vaincus. À travers le plus grand contretemps de l'histoire politique américaine. Tant que le système politique américain a été habité par la méfiance des *Founding Fathers* envers la tendance innée des gouvernements à agir de manière contraire à la liberté et a été fondé, conséquemment, sur le souci d'établir un gouvernement qui ne puisse pas vraiment agir, les États-Unis ne se sont pas donnés les moyens de s'engager au-delà d'un horizon impérial nord-américain. Ils ont suivi, dans leurs relations internationales, le conseil de Johan de Witt, pour lequel l'art politique de la république, par définition incapable d'extraire de la société les ressources dont un prince n'a pas de difficultés à s'emparer, devrait s'inspirer du comportement d'un chat, à la fois agile et prudent¹. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle et sur le modèle des études politiques allemandes, le discours américain sur la politique part cependant à la recherche désespérée de son sujet, l'État², qui hante, par exemple, l'imagination de Woodrow Wilson, *political scientist* et président contemporain d'un pouvoir exécutif qui commence à se doter d'une administration et à promouvoir de politiques publiques selon les commandements de l'époque progressiste. Néanmoins, au moment où l'État est né avec ce que Theodore Lowi appelle la seconde république³, la science politique américaine et

¹ Norberto BOBBIO, *Il futuro della democrazia*, Einaudi, Torino, 1995, p. 198.

² John G. GUNNEL, "The Declination of the State and the Origin of American Pluralism", in James FARR, John D. DRYZEK, Stephen T. LEONARD (eds.), *Political Science in History. Research Programs and Political Traditions*, Cambridge University Press, New York, 1995, pp. 19-40.

³ Theodore LOWI, *The End of Liberalism. The Second Republic of the United States*, W.W. Norton, New York, 1979.

la politique à laquelle elle a fourni les repères conceptuels, s'organisent autour du credo behavioriste et s'orientent vers l'étude et l'encadrement des valeurs sociales et des comportements individuels. Avec l'irruption des masses en politique, la verticalité de l'autorité, telle qu'elle avait été conçue et pratiquée par le régime fédéral, est laminée par la centralité d'une citoyenneté théoriquement universelle¹. La politique américaine se désintéresse sciemment de l'État justement quant celui-ci émerge avec le *New Deal* et le *big government* qui a pu le mettre en œuvre et a su trouver les moyens d'aller en guerre et d'en gérer les suites.

Dans sa fameuse déclaration au Congrès du 12 mars 1947, le président Harry Truman fait ainsi une profession de foi behavioriste:

«I believe that it must be the policy of the United States to support free peoples who are resisting attempted subjugation by armed minorities or by outside pressures Greece must have assistance if it is to become a self-supporting and self-respecting democracy [... as] is today threatened by the terrorist activities of several thousand armed men, led by Communists»².

Le même savoir politique inspire le commentaire que fait Henry Kissinger, le 27 juin 1970, sur le résultat des élections au Chili:

«I don't know why we need to stand by and watch a country go communist due to the irresponsibility of its own people»³.

En Grèce pendant la guerre civile, au Chili du président Allende, en Allemagne occupée ou en Europe Centrale et Orientale après l'effondrement du mur de Berlin, les États n'y sont pour rien. Il est seulement question de responsabilité sociale et de son contraire, de croyance dans certaines valeurs, d'activités terroristes des minorités anti-démocratiques et, notamment, de barrer la diffusion de la barbarie communiste.

Par contre, dans le bloc soviétique, l'attention portée à l'État et à son renforcement transitoire, à la fois répressif et agressif, fait de la politique une dimension verticale et hiérarchique de la vie commune, dimension aplatie soudainement par le renoncement volontaire des partis communistes au monopole qu'ils exerçaient sur le gouvernement conjoint de l'État et de la société. La démocratisation des pays postsocialistes n'est donc pas vue, du côté américain, comme une affaire d'État, mais comme une responsabilité de la société civile qui doit être aidée à s'organiser contre les «minorités terroristes» qui puissent gésir en son sein. Associativité, initiative économique et élections sont, de l'avis générique et constant du gouvernement des États-Unis, des outils plus aptes à sortir une société de la barbarie communiste que la réforme de l'État ou même la *rule of law*.

Comment cette absence presque imposée d'un cadre normatif général et ce basculement des références stratégiques des États ont-ils été vécus à l'Est, dans l'Europe communiste transformée vers la fin du XX^e siècle en pédicule d'un monde atlantique auquel elle n'a jamais appartenu de manière structurelle?

Tout d'abord, l'adhésion à l'OTAN n'a pas été considérée que de manière secondaire une question de sécurité. Les nouveaux États membres, de la Tchéquie à

¹ Giovanni SARTORI, "What Is Politics", *Political Theory* I, no. 1, 1973, pp. 5-26.

² Barbara JELAVICH, *History of the Balkans. Twentieth Century*, Cambridge University Press, Cambridge and New York, 1983, p. 311.

³ Nancy BERMEO, *Ordinary People in Extraordinary Times. The Citizenry and the Breakdown of Democracy*, Princeton University Press, Princeton and Oxford, 2003, p. 138.

la Roumanie et de la Pologne à la Bulgarie ne sont pas menacés par de puissances étrangères hostiles ou par une nostalgie russe de la grandeur soviétique. Le seul danger qui semble les guetter désormais est celui d'être ignorés, de n'être pas internationalement visibles. Ils se sont engagés dans le processus d'adhésion à l'OTAN comme si il s'agissait d'éviter un nouveau sacrifice historique et d'échapper à tout prix à l'anonymat. Pour eux, après la guerre froide, l'OTAN n'offre pas de la sécurité, mais de la notoriété.

Le cas de la Roumanie postsocialiste est particulièrement éclairant à ce propos, sans être pour autant singulier. L'ancienne classe dirigeante communiste, transformée comme en Pologne, Bulgarie ou Hongrie, en classe politique démocratique a justement validé la continuité de sa domination sur la société à travers des options de stratégie internationale. En 1990, Ion Iliescu était le seul responsable politique de l'Europe Centrale et Orientale à signer un traité d'amitié et de coopération, y compris stratégique, avec une Union Soviétique dont il n'envisageait pas le décès imminent. Son but était d'amarrer un régime de socialisme d'État réformé dans un sens pluraliste à ce qu'il lui semblait pouvoir être une «quatrième internationale» de la *perestroika* et du *glasnost*. En 2002, le même Iliescu, inoxydable président de la Roumanie postcommuniste, associait son régime, transformé entre temps en démocratie d'État, ou mieux, en démocratie gouvernementale, à l'unilatérale anti-terroriste des États-Unis et signait au profit des militaires américains un accord d'exception à la juridiction de la Cour Pénale Internationale.

Partout en Europe Centrale et de l'Est, les élites politiques ne se sont pas montrées capables de penser le postcommunisme en termes de choix de civilisation. Sortir du communisme ne signifia pas, pour les pays en question, abandonner un projet de société au profit d'un autre, censé fonder un nouveau corps politique. Le socialisme d'État a tout simplement été renvoyé comme le produit économique et social d'une situation géostratégique inactuelle, caractérisée par le déclin et la disparition de l'Union Soviétique, et qu'il convenait de remplacer par une autre conjoncture stratégique, organisée par et autour des États-Unis. Dans cette vision, le communisme n'aurait été, en définitive, que le fruit d'une mauvaise alliance, d'un *pactum subjectionis* imposé par la contrainte soviétique.

La démocratie, quant à elle, serait le contenu institutionnel d'une bonne association stratégique, celle avec les États-Unis. En faite, ces élites pensent, sept, dix, quinze ou dix sept ans après sa fin subite et inattendue, dans les cadres conceptuels de la guerre froide. Il y a deux camps militaires et autant de systèmes politiques. Et puisqu'on est passé d'un régime à l'autre, il est aussi de rigueur de transférer les allégeances internationales d'une alliance à l'autre. Autrement dit, la démocratie elle-même ne saurait être un choix valide que si ce choix est entériné par la puissance qui, pendant la guerre froide, avait officiellement défendu la démocratie. Bien plus, la démocratie est un bon choix, voire le seul choix possible vu les circonstances, justement parce que l'Union Soviétique a perdu la guerre froide. Ce qui explique pourquoi les membres de l'ancienne nomenklatura n'ont éprouvé, en Roumanie, comme d'ailleurs en Bulgarie, Hongrie ou Pologne, aucune difficulté, pratique ou théorique, à prendre la direction du processus de démocratisation. Pour ce type d'élite, un régime politique n'est finalement qu'une retombée domestique d'une situation stratégique internationale.

Mais qu'est ce qu'anime maintenant l'autre camp, qu'est ce que justifie l'attachement de ces élites Est-européennes à l'alliance américaine et où faut-il aller chercher cette motivation? La réponse était déjà annoncée par le président Truman:

vu que la Russie post-soviétique ou la Chine ont une capacité très limitée à exercer des *outside pressures*, restent les *terrorist activities* disposées sous forme d'archipel dont le centre mobile et insaisissable se trouve quelque part dans le monde musulman. Le caractère discret, accidentel et pluriel de ce nouvel adversaire global, dont la barbarie est apparente, convient mieux aux États-Unis que l'ancienne puissance soviétique qui faisait usage d'une idéologie plus universaliste encore que le fédéralisme américain, dont l'exportation directe a toujours échoué.

En effet, le pouvoir stratégique des États-Unis a toujours eu du mal à se fonder dans un bloc ou camp ou les valeurs du libéralisme et de la démocratie seraient administrées en indivision. Depuis le célèbre sermon de John Winthrop, en passant par Jefferson, John Quincy Adams, Wilson et Ronald Reagan, la démocratie américaine se représente en termes d'extériorité au monde. L'Amérique existera, avait prophétisé en 1630 le *Pilgrim Father*, tant qu'elle sera regardée de loin «par les yeux de tous les peuples», comme une cité sise au sommet d'une montagne. Autrement, l'Amérique ne sera qu'une histoire (*we shall be made a story*). C'est dire que les États-Unis sont génétiquement condamnés au présent.

J'ose même suggérer que la révolution américaine est, en quelque sorte et en tant que révolution dépourvue de la cause effective de l'oppression et de l'agression, une révolution permanente. Déjà en 1768, John Dickinson observait que la question centrale qui occupait et inquiétait les colons était «not what evil has actually attended particular measures, but what evil, in the nature of things, is likely to attend them»¹. Les États-Unis, dirigés depuis Franklin Roosevelt, Richard Nixon et George Bush par un *patriot king* – que Jefferson, dans la tradition de Bolingbroke et de l'idéologie entrelacée du *Commonwealth* et de la *Country*² avait souhaité de ses vœux dans sa *Summary View of the Rights of British America* – ne gardent de la figure du chat que la prudence, elle-même revisitée. Ils agissent non plus contre des *clear and present dangers*, comme le voudrait une Constitution écrite en l'absence d'un État administratif. Ils doivent agir parce que le mode est, par la nature même des choses, hostile au particularisme qu'ils incarnent. Afin d'échapper à l'emprise de l'histoire, les États-Unis doivent mener leur politique là où l'histoire n'est pas encore advenue. Bien que récemment isolée dans les laboratoires de la Maison Blanche sous les présidents Clinton et Bush junior, la prévention, la *preemptive action* est donc inscrite dans les gènes de la politique américaine.

Et, de manière paradoxale, rien n'est plus familier à la culture politique des élites de l'Europe Centrale et Orientale que la mobilisation contre un ennemi qui, bien que dirigé d'ailleurs, agit également à l'intérieur, au moyen de réseaux infiltrés. Et cet ennemi doit être identifié et frappé même si l'opération est payée par une diminution des droits civils et politiques. Le soutien inconditionnel accordé par les États de l'Europe ex-communiste à l'intervention américaine en Irak et la préférence donnée à l'initiative des États-Unis aux dépens de la position de nombreux États membres de l'Union Européenne et de toutes les sociétés de cette Union sans exception, traduit un refus du politique et un choix pour l'idéologie. Il paraît que les dirigeants Est-européens d'aujourd'hui, formés – de l'ex-président

¹ Gordon S. WOOD, *The Creation of the American Republic, 1776-1787*, University of North Carolina Press, Chapel Hill and London, 1998, p. 5.

² J.G.A. Pocock, *Virtue, Commerce, and History. Essays on Political Thought and History, Chiefly in the Eighteenth Century*, Cambridge University Press, Cambridge and New York, 1985, p. 84.

polonais, au premier ministre hongrois et au tout récent ministre roumain des affaires étrangères – dans le milieu des jeunesses communistes ont besoin de maîtres à penser, ainsi que d'un centre international à partir duquel soient identifiés les amis et les ennemis. L'avantage des États-Unis sur l'Union Européenne est évident à leurs yeux: la politique étrangère et la culture stratégique de l'administration Bush expriment le triomphe de la sécurité nationale et de la raison d'État sur les droits civils et les libertés publiques.